

l'économie de marché. L'économiste Vladimir Popoff en a donné l'explication suivante «En Pologne, on s'entend pour faire des sacrifices, pas chez nous. Il est très difficile pour une société multinationale comme la nôtre de répartir les pertes d'une façon acceptable.»

Dans ces circonstances, comment le Canada peut-il encourager le développement économique de l'URSS et en profiter? Nous rappelons la mise en garde de M. Vladimir Popoff, à savoir que les étrangers ne sauraient venir en aide à l'Union soviétique tant qu'elle n'en fait pas la demande, ce qu'elle n'a guère fait jusqu'ici. Nous reconnaissons aussi que les entreprises étrangères font face à de grandes difficultés à court terme, mais, comme le montre la chaîne MacDonal'd à Moscou, il existe un marché énorme à exploiter pour ceux qui ont l'imagination et les ressources nécessaires pour voir loin. Un dirigeant de la Fédération des entreprises d'Allemagne de l'Ouest nous a dit que ses membres ont lancé en Union soviétique beaucoup de coentreprises qui fonctionnent bien. Nous estimons quant à nous que ce sont les petites entreprises canadiennes qui ont besoin de beaucoup de conseils et d'aide du gouvernement pour pouvoir se lancer dans un marché très différent du nôtre. En outre, nous croyons que le Canada a tout intérêt à participer dès le départ au développement économique soviétique, et nous croyons qu'il existe des moyens pratiques d'y parvenir.

Occasions à saisir. Pour revenir à ce que disait M. Igor Abakumov au sujet de l'établissement, dans le secteur agricole, de têtes de pont qui servent de modèles à imiter, nous avons appris que des entreprises néerlandaises et italiennes profitent de la possibilité de louer de grandes superficies et d'en gérer l'exploitation avec les agriculteurs russes. Le contrat prévoit que toute la production en sus d'un objectif convenu sera payée en monnaies fortes et que l'affaire se transformera avec le temps en coentreprise.

Nous avons été déçus d'apprendre que le Canada a laissé passer des occasions semblables, faute, entre autres, de capitaux d'amorçage ou de garanties gouvernementales. Nous avons l'impression que ce qui manque, c'est quelque chose comme le Programme de coopération avec le monde des affaires de l'ACDI, qui aide les entreprises canadiennes à se trouver des débouchés dans les pays en développement et à profiter des occasions d'investissement, de coentreprise et de transfert de technologies. Au lieu de créer un autre programme, **le Comité recommande que le gouvernement envisage d'élargir le mandat du Programme de coopération avec le monde des affaires de l'ACDI à l'Union soviétique et à l'Europe de l'Est à condition que les crédits nécessaires ne proviennent pas du budget d'aide publique au développement.**

La formation. Selon M. Georgy Arbatov, directeur de l'Institut des États-Unis et du Canada, l'un des grands obstacles à la privatisation en Union soviétique, c'est que «pendant des générations, on a fait la guerre aux entrepreneurs. On les a chassés ou réduits à la clandestinité. Aujourd'hui ils refont surface.» Arbatov et d'autres estiment